

Le poids du secteur du bâtiment et des travaux publics en Nouvelle-Calédonie

Le Bâtiment et les Travaux Publics (BTP) occupent, en Nouvelle-Calédonie, une place prépondérante dans l'économie. Ce secteur est non seulement l'un de ceux qui créent le plus de richesse mais il emploie également une part significative de la population active. Ce poids prépondérant fait du BTP un indicateur de la santé économique de l'île au même titre que l'industrie du nickel.

La structuration du marché du travail dans le BTP est de type pyramidal. Les grands groupes jouent un rôle moteur. Au niveau économique, ils représentent une part importante de la valeur ajoutée ; au niveau social, ils emploient une grande partie de la main d'œuvre la moins qualifiée. Autour de ces entreprises importantes gravitent une multitude de petits entrepreneurs qui interviennent de manière ponctuelle sur les grands chantiers. La volatilité des effectifs du secteur est grande. Elle s'explique pour partie par une certaine précarité des emplois dont le niveau de qualification est le plus faible.

Le BTP ne constitue pas une unité homogène. D'une part, les logiques divergentes entre Bâtiment et Travaux Publics conduisent à des variations d'activité distinctes. D'un côté, les commandes publiques conditionnent le dynamisme des travaux publics, de l'autre, la conjoncture locale et l'évolution du prix des matières premières déterminent la rentabilité du secteur du bâtiment. D'autre part, les différentes branches internes (gros œuvre, second œuvre, travaux d'installation et de finition) ne profitent pas de la conjoncture de la même manière.

Sous l'effet d'une activité soutenue tirée par la commande publique et les grands projets, la situation financière du secteur va en s'améliorant. Elle reste toutefois relativement fragile.

Définition

Le Bâtiment et les Travaux Publics sont référencés dans la nomenclature des activités françaises sous les codes suivants :

Bâtiment : le gros œuvre avec les codes 452 A et B « Construction de maisons individuelles » et « Construction de bâtiments divers », 452 J, K, L « Réalisation de charpentes et de couvertures », 452 T, U et V « Autres travaux de construction », et le second œuvre avec les codes 453 « Travaux d'installation », 454 « Travaux de finition ».

Travaux Publics : 451 « Préparation de sites », 452 C, D, E, F « Construction d'ouvrages d'art », « Travaux souterrains », « Réalisation de réseaux », « Construction de lignes électriques et de télécommunication », 452 P « Construction de chaussées routières et de sols sportifs », 452 R « Travaux maritimes et fluviaux ».

I. Aperçu général : le BTP, un secteur clé en Nouvelle-Calédonie

Le BTP est un rouage essentiel de l'économie calédonienne. Sa part en emplois et en richesse créée semble être particulièrement élevée par rapport au reste de l'Outre-Mer français.

1- Son poids économique

Dégageant plus de 9,5% de la valeur ajoutée globale fin 2003*, le BTP est la première industrie de l'île.

En termes de création de richesse, le secteur se situe, fin 2003, en quatrième position derrière les services rendus aux ménages (21,7%), l'administration publique (21,1%), et le commerce (13,3%). Son poids économique est déterminant pour la Nouvelle-Calédonie.

Contribution du BTP à la richesse créée en 2001* (VA BTP / VA globale)					
Nouvelle-Calédonie	Métropole	Polynésie française	Martinique	Guadeloupe**	Réunion
9,3%	5,2%	7,3%	6%	7,6%	6,7%

* Dernières données uniformément disponibles

**la part de la VA sectorielle est basée sur les chiffres des comptes économiques 2002

Sources : ISPF, ISEE, INSEE

La place du BTP en Nouvelle-Calédonie est assez singulière. En effet, la part de la valeur ajoutée créée par le secteur est plus importante qu'en Métropole (avec un peu plus de 5% de la richesse créée) ou les autres géographies d'Outre-mer (la contribution la plus importante étant relevée en Guadeloupe avec 7,6% de la VA globale).

*dernière donnée disponible

Le BTP contribue à réguler l'économie

En millions de F CFP et en tonnes	1998	1999	2000	2001	2002	2003
VA globale	353 588	376 515	410 012	407 815	435 712	477 657
Croissance VA globale		6,5%	8,9%	-0,5%	6,8%	9,6%
Croissance VA hors BTP		6,6%	9,1%	-0,8%	6,8%	9,7%
VA BTP	32 978	34 738	37 245	38 002	40 723	44 346
Croissance VA BTP		5,3%	7,2%	2,0%	7,2%	8,9%
Consommations de ciment	91 313	95 051	116 791	95 893	103 809	102 996
Croissance conso. de ciment		4,1%	22,9%	-17,9%	8,3%	-0,8%

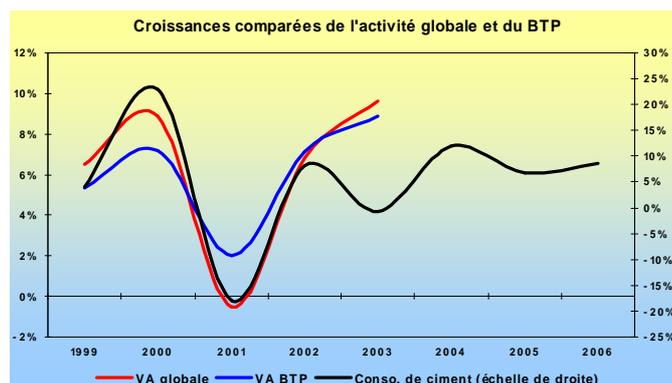
Source : ISEE

On remarque, néanmoins, que les variations de la valeur ajoutée dans le BTP sont moins marquées que celles de la VA globale. Le BTP semble limiter l'amplitude à la fois des périodes de forte croissance et des reculs de l'activité globale. Le BTP joue donc un rôle de régulateur de l'économie.

Par ailleurs, le profil d'évolution des consommations de ciment épouse celui de l'activité globale, à l'exception de l'année 2003, caractérisée par une stagnation des consommations de ciment liées à la suspension du chantier de Goro Nickel fin 2002.

Sur la période observée, la croissance de la valeur ajoutée du secteur et la croissance de la valeur ajoutée globale apparaissent synchrones.

Ainsi, après deux très fortes hausses de la VA en 1999 et 2000, l'activité dans le BTP a subi en 2001 un fort ralentissement, et l'économie s'est inscrite en légère récession. La reprise en 2002 et 2003 est commune aux deux courbes. En ce sens, le BTP est un des indicateurs du suivi de l'activité globale.



Source : ISEE

Un secteur dépendant du cours des matières premières

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Part des CI dans la production totale.....	43,5%	44,4%	45,4%	46,4%	46,3%	44,9%
Part des CI dans la production BTP.....	52,9%	57,7%	57,6%	57,9%	57,9%	57,0%
Productivité apparente en MF CFP/actif.....	4,08	4,14	4,40	4,41	4,40	4,80
Variation de la productivité (en %).....		1,6%	6,3%	0,1%	-0,2%	9,0%

Source : ISEE

La croissance de la valeur ajoutée du BTP observée durant la période 1998-2003 a été accompagnée par une augmentation de 4 points de la part des consommations intermédiaires (CI) dans la production du BTP, soit donc par une progression encore plus rapide des consommations intermédiaires et de la production. Elle est allée de pair également avec des gains nominaux de productivité de 3,3% par an en moyenne.

La croissance de la part des CI dans la production du BTP est également due à un effet de structure. A partir de 1999, le lancement de grands chantiers industriels et commerciaux tels que le grand tuyau ou l'usine pilote de Goro Nickel ont stimulé l'activité des entreprises de terrassement qui sont structurellement très dépendantes du prix des matières premières, et qui affichent de fort taux de consommations intermédiaires.

2- Son poids social

Un secteur plus générateur d'emplois qu'ailleurs

La proportion d'actifs du BTP dans l'économie, 11,7% (11 850 actifs au 31/12/06), est largement supérieure à celle de la Métropole et des autres géographies d'Outre-mer (presque deux fois supérieure).

On note, par ailleurs, que cette proportion d'actifs est nettement supérieure à la proportion des salariés du secteur (dont le nombre s'élève à 7054 fin 2006). Cette situation provient du très grand nombre d'entrepreneurs individuels qui représente plus de 40% des effectifs travaillant dans le BTP, contrairement aux autres collectivités où l'on reste plus proche du quart des effectifs (sauf en Guadeloupe).

Des emplois en forte croissance mais présentant une certaine précarité

Le BTP apparaît comme le moteur de l'emploi en Nouvelle-Calédonie avec une croissance annuelle moyenne des effectifs de 5,5% entre juin 2000 et juin 2006.

Cependant, cette évolution est à nuancer par la volatilité importante du nombre de salariés d'un trimestre à l'autre (5,6% d'écart à la moyenne sur la même période). Dans les autres secteurs de l'économie de l'île et en Métropole, l'écart à la moyenne se situe nettement en deçà (autour de 1%).

Le BTP en termes d'emplois (fin 2004*)	Nouvelle-Calédonie	Métropole	Polynésie française	Martinique	Guadeloupe
Actifs occupés BTP / Actifs occupés totaux	11,7%	6,7%	7,8%	6,1%	7,8%
Salariés BTP / Salariés totaux	8,6%	5,9%	8,3%	5,3%	5,9%
Proportion d'indépendants dans le nombre d'actifs occupés du secteur	42,3%	20,9%	29,1%	25,6%	37,8%

Sources : ISPF, ISEE, INSEE

Salariés des principales branches

Mesures de l'écart à la moyenne des variations trimestrielles (juin 2000 - juin 2006)							
Agriculture	Industries manufacturières	BTP	Commerce	Administration publique	Total emploi privé	Total BTP Métropole	Total emploi privé Métropole
3,3%	1,6%	5,6%	2,0%	1,7%	1,0%	1,2%	1,1%
Croissances annuelles moyennes (juin 2000 - juin 2006)							
1,8%	2,2%	5,5%	2,5%	3,2%	3,9%	1,6%	0,5%

Sources : CAFAT, INSEE

Une bonne couverture du territoire par les entreprises du secteur

Fin 2005	Nombre de salariés		Nombre d'employeurs		Nombre moyen de salariés par entreprise	
	Nouméa	Intérieur et Iles	Nouméa	Intérieur et Iles	Nouméa	Intérieur et Iles
Agriculture	27,6%	72,4%	22,6%	77,4%	5,0	3,9
BTP	73,5%	26,5%	59,0%	41,0%	10,1	5,3
Commerce	74,6%	25,4%	71,7%	28,3%	7,3	6,3
Industries manufacturières	87,9%	12,1%	72,2%	27,8%	14,3	5,1
Administration publique	64,2%	35,8%	35,8%	64,3%	55,8	17,3

Source : CAFAT

Les employeurs (916 au 31 décembre 2006) se répartissent sur l'ensemble du territoire.

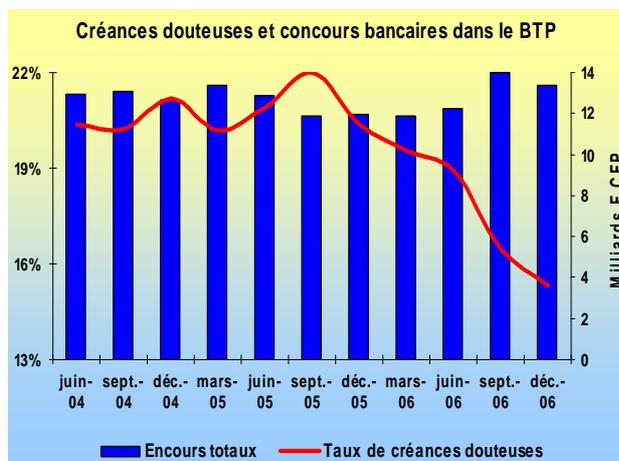
La proportion de salariés du BTP à Nouméa (73,5%) dépasse nettement celle du reste de l'île (26,5%) alors que les employeurs sont plus équitablement répartis. Cette situation montre que les entreprises sur Nouméa ont en moyenne une taille supérieure à celles du Nord ou des Iles Loyauté.

3- Son endettement

Un recours modéré au financement bancaire

L'endettement du secteur du BTP représente 6,4% de l'encours global recensé au 31/12/2006. Mais il se caractérise par un taux moyen de créances douteuses plus élevé que les autres secteurs. Avec 19,6% sur la période juin 2004-décembre 2006, et malgré une baisse significative de ce dernier à un peu plus de 15% fin 2006, le BTP fait partie des secteurs dont les capacités de remboursement sont les plus fragiles.

Le taux moyen des créances douteuses tous secteurs confondus (hors ménages) est proche de 5%. Fin 2006, seuls quelques secteurs affichent des ratios de créances douteuses aussi élevés : principalement la mine (15,8%), et l'agriculture (15,8% dont la pêche à près de 62%).



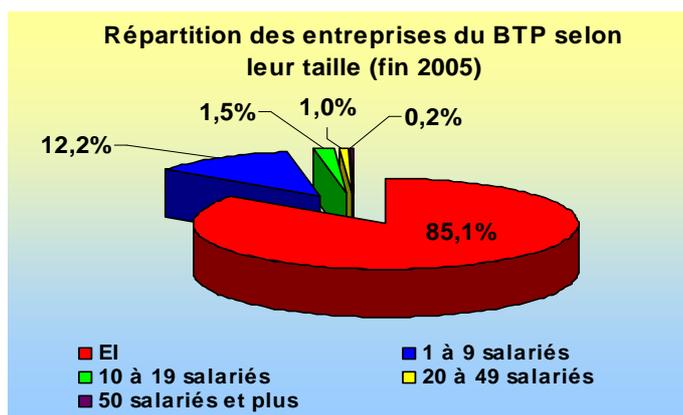
Source : IEOM

La structure productive du BTP est dominée par quelques grandes entreprises qui sous-traitent à de petites entités si bien que le défaut de remboursement d'une seule de ces sociétés a un impact très important sur le montant total des créances douteuses. En effet, à peine 2% des entreprises regroupent près de 60% des créances douteuses.

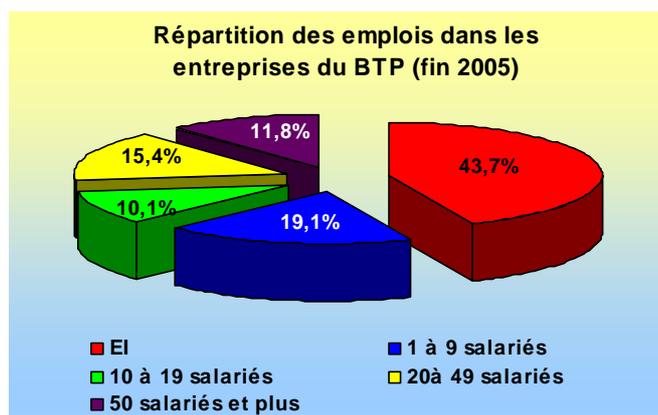
II. Les poids des branches du BTP en Nouvelle-Calédonie

Ce rôle moteur avéré, il convient de détailler les mécanismes socio-économiques propres à ce secteur qui regroupe des réalités diverses (avec 5801 entreprises au 31/12/06). Au niveau économique, une multitude de très petites entreprises (TPE-Entrepreneurs individuels et entreprises de moins de 10 salariés) dépendent fortement de la sous-traitance de quelques grands groupes ayant de forts niveaux de rentabilité. Ces délégations de chantiers s'opèrent en cascade vers des entités toujours plus réduites et fragiles financièrement, avec un risque de précarisation de l'emploi (informel, etc.). Sur le plan social, ensuite, l'emploi dans le BTP apparaît le plus souvent flexible, ponctuel et caractéristique de travaux assez diffus et peu qualifiés.

1- Le BTP, un marché très dispersé en termes d'emplois



Source : ISEE



Source : ISEE

Les entreprises de moins de 10 salariées (EI comprises) représentent plus de 97% des entreprises du secteur mais n'embauchent que deux tiers des actifs occupés du secteur. Au contraire, les entreprises de 10 salariées et plus (2,7% des entreprises) concentrent près de 40 % des actifs du BTP en Nouvelle-Calédonie.

Le nombre d'entrepreneurs individuels est très important. Ainsi, le nombre d'emplois moyen par entreprise (EI comprises) n'est que de 1,9 mais il passe à 7,4 salariés en moyenne hors EI.

En Nouvelle-Calédonie, dans le secteur du BTP, les entreprises importantes ont tendance à sous-traiter une partie de leur activité aux très petites entreprises – TPE (EI et entreprises de moins de 10 salariées). Mais les différentes branches du secteur ne répondent pas exactement aux mêmes logiques.

Le gros œuvre nécessite des capacités productives conséquentes

Fin 2005	Préparation de sites (terrassements, forages, sondages)	Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	Travaux d'installation	Travaux de finition	Total BTP
% d'entreprises par branche (avec EI)	5,1%	47,0%	16,0%	31,9%	100,0%
% d'entreprises par branche (hors EI)	12,5%	51,4%	12,0%	24,1%	100,0%
% de l'emploi par branche (avec EI)	12,5%	49,9%	12,7%	24,9%	100,0%
% de salariés par branche (hors EI)	19,1%	52,8%	9,6%	18,5%	100,0%
Nombre d'emplois moyen par entreprise (avec EI)	4,7	2,1	1,5	1,5	1,9
Nombre de salariés par entreprise (hors EI)	11,3	7,6	5,9	5,7	7,4

Sources : CAFAT, ISEE

Au premier rang, la branche « Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil » regroupe 47% des entreprises et 49,9% des emplois. Le nombre moyen de salariés par entreprise dans ce sous-secteur (7,6) est supérieur à la moyenne comme celui du pôle « Préparation de sites » (avec 11,3 salariés par entreprise).

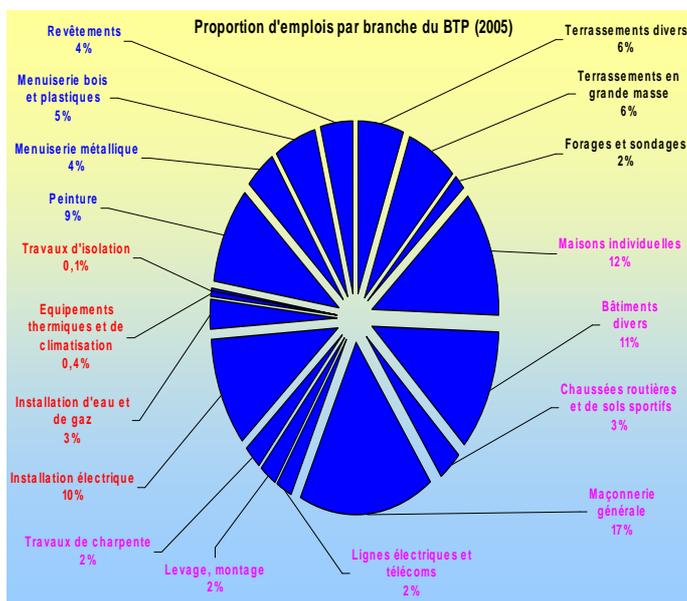
Ces deux branches correspondent aux activités du gros œuvre, nécessitant le plus souvent d'importants investissements en biens d'équipement, donc plus favorables à des entreprises disposant d'un capital conséquent, et de plus grande taille.

Le second œuvre repose sur le savoir faire des entrepreneurs

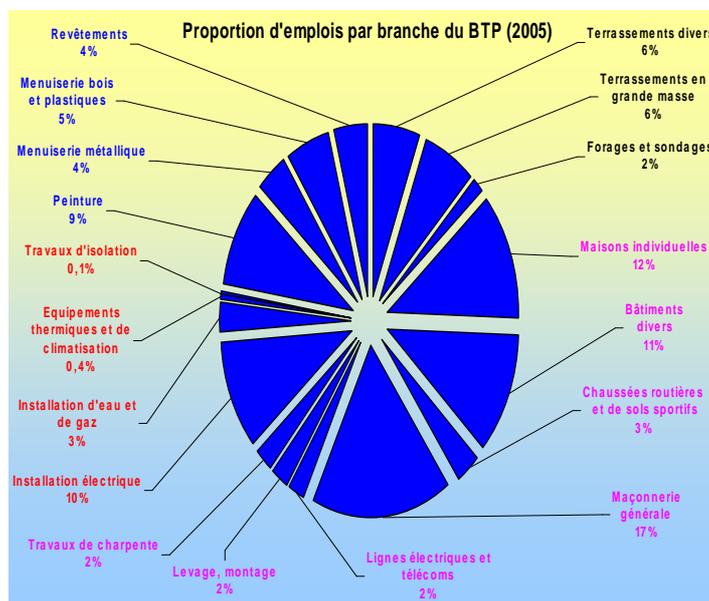
Les branches « Travaux d'installation » et « Travaux de finition » sont propices à des entités productives plus réduites qui reposent plus sur du capital humain (savoir-faire). Les parts des emplois totaux (respectivement 12,7% et 24,9%) que représentent ces branches sont inférieures aux parts de salariés (respectivement 9,6% et 18,5%) ce qui souligne l'importance du nombre d'entreprises sans salariés.

La proportion d'EI dans ces deux branches approche les 60% contre 40% pour la « Construction d'ouvrages ou de génie civil », et à peine 14% pour la « Préparation de sites ».

En détaillant le secteur du BTP par activité (fin 2005), on retrouve ces tendances qui se cristallisent autour de corps de métiers bien particuliers.



« Préparation de sites »
« Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil »



« Travaux d'installation »
« Travaux de finition »

2- Le BTP, une source d'emplois particulière

Une croissance des effectifs inégale selon les branches du secteur en fonction des projets mis en route

Sur la période 2000-2006, le secteur du BTP a connu une croissance soutenue de ses effectifs (5,5% en moyenne annuelle). Concernant le gros œuvre, les « Constructions de bâtiment divers » (dominés par les logements collectifs) connaissent une forte croissance de leurs effectifs (+10,8% par an en moyenne) alors que ceux des « Constructions de maisons individuelles » stagnent sur la même période (+1,5% par an en moyenne). Dans le bâtiment, le dynamisme du secteur est donc impulsé par la construction de logements collectifs ce qui semble corroboré par la mise en route de grands projets d'habitat social.

Dans les Travaux Publics également, les effectifs varient de manière hétérogène. Quelques activités voient leurs effectifs progresser très sensiblement sur la période comme le mettent en évidence les fortes progressions des effectifs dans les « Constructions de lignes électriques et de télécommunications » (+37,8% par an en moyenne), dans les « Travaux d'aménagement fluviaux et maritimes » (+23,3% par an en moyenne). Au contraire, certaines activités comme la « Construction de chaussées routières et de sols sportifs » enregistrent une nette baisse de leurs effectifs (-5,2% par an en moyenne).

Sélection des principales croissances annuelles moyennes des effectifs (juin 2000 - juin 2006)	Préparation de sites	dont Forages et sondages	Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	dont Travaux de charpente	dont Construction de bâtiments divers	dont Construction de lignes électriques et de télécommunications	dont Construction de chaussées routières et de sols sportifs	dont Travaux maritimes et fluviaux
	6,0%	7,3%	5,7%	18,1%	10,8%	37,8%	-5,2%	23,3%
	Travaux d'installation	dont Installation d'eau et de gaz et climatisation	dont Travaux d'installation électrique	Travaux de finition	dont Plâtrerie	dont Revêtement des sols et des murs	dont Peinture	Total "Construction"
1,6%	9,5%	-0,15%	6,8%	16,3%	11,0%	7,5%	5,5%	

Sources : CAFAT, ISEE

Le second œuvre paraît plus mitigé. Les effectifs dans les « Travaux de finition » croissent plus vite que la moyenne du secteur du BTP (+6,8% par an en moyenne), du fait, notamment, de la rénovation de vieux bâtiments engendrée par le manque de foncier que connaît le Grand Nouméa. Les « Travaux d'installation », au contraire, stagnent, notamment à cause de la morosité de l'emploi dans les travaux d'installation électrique (-0,15% en moyenne annuelle).

Un marché de l'emploi très flexible dû au faible niveau moyen de qualification requis

Cette croissance globale des effectifs ne doit toutefois pas cacher les fortes variations d'effectifs que connaissent tous les secteurs du BTP ; l'écart à la moyenne de ce secteur (5,6%) étant près de six fois plus important que celui du secteur privé dans son ensemble (1%).

Ecart à la moyenne trimestriels des effectifs salariés (juin 2000 - juin 2006)	Préparation de sites	dont Terrassements divers, démolition	dont Forages et sondages	Travaux de finition	dont Peinture
	7,0%	9,4%	13%	2,5%	3,9%
	Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	dont Construction de bâtiments divers	dont Construction de lignes électriques et de télécommunications	Travaux d'installation	dont Travaux d'installation électrique
8,4%	15,0%	9,8%	5,4%	5,8%	

Sources : CAFAT, ISEE

Le niveau des effectifs varie le plus dans le gros œuvre : dans les « Travaux de préparation de sites », les effectifs de l'activité « Forage et sondage » varient en moyenne de 13% d'un trimestre à l'autre soit treize fois plus que la moyenne de l'emploi privé global ; de même, dans l'activité « Construction de bâtiment divers » avec 15% d'écart à la moyenne trimestrielle.

Si les travaux de second œuvre se distinguent par des écarts à la moyenne inférieurs à ceux du gros œuvre, les effectifs des « Travaux de finition » sont nettement plus stables que ceux du reste du secteur (avec seulement 2,5% d'écart à la moyenne des effectifs d'un trimestre à l'autre).

Une forte variabilité des effectifs sur une fréquence aussi courte (le trimestre) n'est possible qu'à partir de contrats de travail très flexibles souvent réservés à une main d'œuvre peu qualifiée. Les activités qui font appel à une spécialisation tels que les travaux de finition montrent des niveaux d'effectifs plus stables.

3- La répartition de la richesse entre les entreprises du BTP

L'analyse qui suit porte sur un échantillon de 490 entreprises (soit près de 10% du nombre total) obtenu en croisant les informations du fichier RIDET et les déclarations d'impôt sur les sociétés et d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux fin décembre 2004. Sur plus de 5000 entreprises dans le secteur en 2004, la majeure partie (90%) sont des personnes physiques soumises à l'impôt sur le revenu ce qui les excluent de ce type de déclaration.

Un noyau dur d'entreprises moyennes qui génère la plus grande partie de la VA

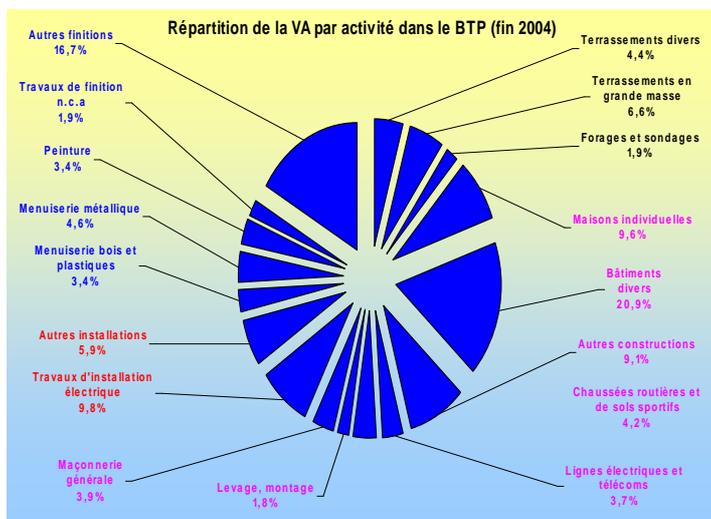
La prédominance des petites structures se vérifie par l'approche de la valeur ajoutée. En effet, les deux tiers des entreprises du BTP en Nouvelle-Calédonie génèrent un chiffre d'affaires (CA) inférieur à 100 millions de F CFP et représentent seulement le cinquième de la VA totale. La relation croissante entre valeur ajoutée dégagée et taille de l'entreprise est nettement marquée puisque les entreprises dont le CA est au moins égal à 1 milliard de F CFP dégagent 22,7% de la VA totale soit 2 points de plus que toutes les petites entreprises réunies.

Répartition des entreprises et de la valeur ajoutée

Fin 2004	Préparation de sites		Construction d'ouvrages ou de génie civil		Travaux d'installation		Travaux de finition		Total	
	Entreprises	VA	Entreprises	VA	Entreprises	VA	Entreprises	VA	Entreprises	VA
Par sous-secteur	16,5%	15,2%	47,8%	53,7%	15,1%	12,5%	20,6%	18,6%	100%	100%
CA < 100 millions	11,6%	3,6%	30,2%	8,2%	12,4%	4,5%	13,3%	4,3%	67,6%	20,5%
CA ≥ 100 millions et < 1 milliard	4,7%	9,3%	16,3%	28,1%	2,4%	5,0%	7,3%	14,3%	30,8%	56,7%
CA ≥ 1 milliard	0,2%	2,3%	1,2%	17,4%	0,2%	3,0%	0%	0%	1,6%	22,7%

Source : ISEE

On remarque au final que les entreprises moyennes dont le CA est compris entre 100 millions et 1 milliard de F CFP créent la part la plus importante de VA avec 56,7% de la VA totale, jouant ainsi un rôle moteur dans l'activité du BTP.



Source : ISEE

Le gros œuvre crée la plus grande partie de la richesse dans le secteur

Par branche d'activité, la valeur ajoutée est inégalement répartie. Les branches les plus importantes en termes d'effectifs le sont également pour la plupart en termes de valeur ajoutée. Ainsi, dans la branche « Construction d'ouvrages ou de génie civil », les activités qui créent le plus de richesse sont la « Construction de bâtiment divers » (20,9% de la VA totale), et la « Construction de maisons individuelles » (9,6%).

Dans les autres branches, seules se distinguent véritablement, les activités « Travaux d'installation électrique » avec 9,8% de la VA totale, et « Terrassements » (autour de 6% de la VA totale). Le reste de la VA est très dispersé, à la manière des effectifs, car les nombreuses entreprises individuelles ont un rendement assez faible.

Le second œuvre est la branche la plus rentable

La VA moyenne dégagée par entreprise est assez uniforme entre les différents sous-secteurs. Toutefois, les entreprises de la branche « Travaux d'installation » dégagent plus de valeur ajoutée que la moyenne quelle que soit la tranche de chiffres d'affaires à laquelle elles appartiennent. Ce type de travaux qui demande, en moyenne, plus de qualification que ceux du gros œuvre dégagent également plus de valeur ajoutée.

VA moyenne dégagée, par entreprise (en millions de F CFP)	Préparation de sites	Construction d'ouvrages ou de génie civil	Travaux d'installation	Travaux de finition	Total
CA < 100 millions	15,8	13,9	18,6	16,8	15,7
CA ≥ 100 millions et < 1 milliard	102,5	88,8	104,6	100,2	94,9
CA ≥ 1 milliard	583,0	732,7	755,9	nd	716,9

Source : ISEE

Il convient néanmoins de noter que la VA dégagée par entreprise, sans distinction de volume de chiffres d'affaires, des entreprises de la branche « Construction d'ouvrages ou de génie civil » est supérieure à celle des « Travaux d'installation ». Ce résultat est dû à quelques entreprises de grande taille qui tirent la valeur ajoutée globale de la branche vers le haut, confirmant la structure productive pyramidale du gros œuvre.

III. Analyse financière comparée du Bâtiment et des Travaux Publics

L'échantillon d'entreprises du BTP étudié est issu de la Centrale des bilans de l'IEOM. Il regroupe 133 entreprises de taille moyenne et grande (environ 17 emplois) et exclut les entreprises individuelles régies par des règles comptables et fiscales différentes. En termes quantitatifs, les entreprises analysées représentent 16% des employeurs du secteur, et emploient 2298 salariés soit près de 36% des salariés. Avec respectivement 253 millions et 294 millions de chiffres d'affaires moyens pour les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics étudiées, l'échantillon est nettement orienté vers la tranche supérieure des entreprises du secteur. Les résultats financiers reflètent donc une réalité spécifique aux grandes entreprises du secteur. En termes d'analyse de l'activité du BTP, ce biais n'est pas trop sévère car ce sont les grandes et les moyennes entreprises qui déterminent, en grande partie, l'activité dans le secteur.

Soldes d'exploitation moyens des sociétés du Bâtiment

en milliers de F CFP	2003	2004	2005	Variation 2003/2004	Variation 2004/2005
Chiffres d'affaires nets	217 789	248 437	253 276	14,1%	1,9%
Production de l'exercice	212 235	247 624	273 873	16,7%	10,6%
Consommations interm.	126 491	156 769	177 975	23,9%	13,5%
Valeur ajoutée	86 094	91 675	95 930	6,5%	4,6%
Charges de personnel	57 583	64 400	67 701	11,8%	5,1%
Excédent brut d'exploitation (EBE)	27 956	26 371	27 337	-5,7%	3,7%
Résultat d'exploitation	21 111	18 027	18 245	-14,6%	1,2%
Résultat avant impôts	17 095	19 423	19 607	13,6%	0,9%
Résultat de l'exercice	11 293	12 083	14 382	7,0%	19,0%
Capacité d'autofinancement	21 300	22 126	23 813	3,9%	7,6%

Source : IEOM – Centrale des bilans

1- Le Bâtiment : une structure financière qui s'améliore

Les entreprises de l'échantillon sont exclusivement référencées sous les codes de la nomenclature des activités françaises 452A et 452B, à savoir le gros œuvre, « Construction de bâtiments divers » et « Constructions de maisons individuelles.

Le bilan fonctionnel moyen des entreprises du bâtiment synthétisé ci-contre a été constitué à partir des données comptables agrégées de 2003, 2004 et 2005 issues de la centrale des bilans de l'IEOM. L'échantillon regroupe 61 entreprises qui emploient 1033 personnes.

La part des consommations intermédiaires dans la production n'a cessé d'augmenter sur la période (moins de 60% en 2003 et 65% en 2005 comme dans les Travaux Publics) en raison de la hausse du coût des matières premières. Leur poids fragilise les entreprises du secteur, toujours plus dépendantes de ce coût.

En 2004, l'EBE (-5,7%) s'est vu confronté à l'augmentation conjuguée des impôts et taxes, et des charges de personnel. Sa hausse en 2005 (+3,7%) est principalement due à la baisse des impôts et taxes. La croissance continue de la VA a contribué à limiter l'effet de ces coûts sur l'EBE.

Entre 2003 et 2004, le résultat avant impôts a augmenté alors que le résultat d'exploitation s'est dégradé. Cette évolution est due à un effet ciseau entre les charges financières en baisse et les produits financiers en hausse. La trésorerie des entreprises du secteur a connu une amélioration en raison de l'augmentation du fonds de roulement net global, évolution amplifiée par une légère réduction du besoin en fonds de roulement global (exploitation + hors exploitation).

Principaux ratios		2003	2004	2005
Capacité bénéficiaire	Rentabilité brute d'exploitation	12,8%	10,6%	10,8%
	Rentabilité des capitaux	23,0%	22,3%	24,4%
Solvabilité	Taux d'endettement (hors dettes groupes et associés)	17,9%	21,0%	18,4%
	Taux d'endettement (avec dettes groupes et associés)	39,5%	42,0%	31,8%
Equilibre du bilan	Couverture FRNG/BFR	127,6%	201,3%	209,2%
	Dettes fiscales/Production	5,1%	5,3%	4,7%
Cycle d'exploitation	Délai de rotation des stocks (j de CA)	43,2	39,5	66,1
	Crédit clients (j de CA)	79,7	89,5	89,0
	Crédit fournisseurs (j de CA)	52,0	41,7	45,4

Source : IEOM – Centrale des bilans

La capacité bénéficiaire des entreprises du Bâtiment se maintient à un niveau élevé sur la période comme en atteste la rentabilité des capitaux qui oscille entre 20 et 25% entre 2003 et 2005.

Le taux d'endettement financier des entreprises se maintient à un niveau modéré sur la période.

L'équilibre du bilan est très satisfaisant avec un faible taux de dettes fiscales (autour de 5%), et un taux de couverture des besoins en fonds de roulement croissant et très élevé ; le montant des fonds de roulement est plus de deux fois supérieur aux besoins.

Le délai de rotation des stocks passe de 40 jours de CA en 2004 à 66 jours de CA en 2005. Le crédit clients croît plus vite que le crédit fournisseurs, et finit par lui être près de deux fois supérieur en 2005.

2- Les Travaux Publics : une forte sensibilité à la commande publique

Les entreprises de l'échantillon sont exclusivement référencées sous les codes de la nomenclature des activités françaises 451 à savoir la « Préparation de sites », 452 C, D, E, F, P et R soit le génie civil.

Le bilan fonctionnel moyen des entreprises du bâtiment synthétisé ci-après a été constitué à partir des données comptables agrégées de 2003, 2004 et 2005 issues de la centrale des bilans de l'IEOM. L'échantillon regroupe 72 entreprises qui emploient 1265 personnes.

Après un net ralentissement de l'activité en 2004 (-2,8%), la croissance a été très soutenue en 2005 (+15%) à l'inverse du Bâtiment.

En 2004, la baisse de la VA conjuguée à la hausse des charges du personnel entraîne l'effondrement de l'EBE (-53,5%). Mais c'est le résultat de l'exercice qui subit le choc le plus important (il devient négatif de près de 7 Millions de F CFP) car les dotations aux amortissements et aux provisions restent élevées tout comme les charges financières, et les charges exceptionnelles.

Soldes d'exploitation moyens des sociétés de Travaux Publics

en milliers de F CFP	2003	2004	2005	Variation 2003/2004	Variation 2004/2005
Chiffres d'affaires nets	263 087	255 677	294 106	-2,8%	15,0%
Production de l'exercice	248 448	246 902	283 481	-0,6%	14,8%
Consommations interm.	164 004	165 279	183 871	0,8%	11,2%
Valeur ajoutée	96 418	88 172	108 971	-8,6%	23,6%
Charges de personnel	69 257	74 588	84 843	7,7%	13,7%
Excédent brut d'exploitation (EBE)	25 683	11 940	22 565	-53,5%	89,0%
Résultat d'exploitation	10 997	-3 810	8 876	-134,6%	333,0%
Résultat avant impôts	10 804	-5 536	5 883	-151,2%	206,3%
Résultat de l'exercice	11 958	-6 658	1 739	-155,7%	483,0%
Capacité d'autofinancement	26 460	8 352	16 704	-68,4%	100,0%

Source : IEOM – Centrale des bilans

Les consommations intermédiaires, en hausse constante (+0,8% en 2004 et +11,2% en 2005), se maintiennent à près de 65% de celui de la production, traduisant ainsi la bonne capacité des sociétés de l'échantillon à adapter les charges en fonction du niveau d'activité.

Le creux de 2004 est particulièrement saillant au niveau du taux de rentabilité des capitaux qui devient fortement négatif (-14,9%) après avoir été très élevé (+21,6%). Ces évolutions extrêmes semblent spécifiques aux travaux publics qui dépendent très largement de la commande publique.

La solvabilité des entreprises de l'échantillon reste acceptable avec un taux d'endettement financier à peu près stable (un peu plus de 40%).

Principaux ratios

		2003	2004	2005
Capacité bénéficiaire	Rentabilité brute d'exploitation	9,8%	4,7%	7,7%
	Rentabilité des capitaux	21,6%	-14,9%	3,9%
Solvabilité	Taux d'endettement (hors dettes groupes et associés)	40,3%	42,2%	41,5%
	Taux d'endettement (avec dettes groupes et associés)	75,1%	105,3%	129,5%
Equilibre du bilan	Couverture FRNG/BFR	138,8%	104,0%	106,5%
	Dettes fiscales/Production	6,2%	7,2%	6,9%
Cycle d'exploitation	Délai de rotation des stocks (j de CA)	16,6	15,9	14,7
	Crédit clients (j de CA)	98,8	106,9	114,5
	Crédit fournisseurs (j de CA)	51,0	52,6	54,4

Source : IEOM – Centrale des bilans

Plus caractéristique est la forte augmentation des dettes « groupes et associés » qui, cumulées à l'endettement financier, accroît fortement le taux d'endettement (+54,4 pts entre 2003 et 2005). Cette situation s'explique en grande partie par la sous-capitalisation des sociétés de l'échantillon qui ont dû recourir aux ressources des « groupes et associés » pour faire face à leurs besoins.

L'équilibre du bilan représenté par le taux de couverture des besoins en fonds de roulement est en baisse assez nette (-32,3 points sur la période) mais reste élevé (> 100%).

Le cycle d'exploitation des entreprises de travaux publics se caractérise sur la période par un crédit clients élevé et en forte augmentation qui dépasse les 100 jours de CA (soit deux fois plus que le crédit fournisseurs). Les stocks restent, au contraire, stables à un niveau assez bas (autour de 15 jours de CA) ce qui laisse penser que la plupart des entreprises étudiées adoptent la méthode de facturation à « l'avancement ».

AGENCE DE NOUMEA
Mai 2007

Note de l'Institut d'émission

IV. Perspectives pour l'année 2007/2008 dans le BTP

Les perspectives globales du secteur apparaissent bonnes du fait du soutien prévisible de la commande publique et des grands chantiers.

En matière de construction de bâtiments industriels et commerciaux, les trois grands chantiers que sont la deuxième phase de la construction de la centrale thermique de Prony Energies, les aménagements de l'usine du Sud et l'agrandissement de l'aéroport de Tontouta devraient stimuler l'activité du secteur. La centrale thermique de Prony Energies vient d'entrer dans une nouvelle phase de sa construction. La mise en service de la tranche 1 est prévue courant novembre 2007. La seconde tranche devrait être opérationnelle en avril 2008. L'avancement du chantier de Goro Nickel prévoit que les mouvements de trois navires gros porteurs devraient se succéder au rythme de deux rotations par mois pour permettre à l'usine d'entrer dans sa phase de production à la fin de l'année 2008. L'augmentation des capacités de l'aéroport de Tontouta par la construction de deux nouvelles aérogares, l'une pour les passagers, l'autre pour le fret, pourrait commencer en 2007 dans le cadre d'un projet estimé à 10 milliards de F CFP.

Concernant l'activité dans les Travaux Publics, les dépenses d'investissement des différentes collectivités publiques inscrites dans les budgets primitifs 2007 annoncent la réalisation de nombreux travaux. Outre les travaux de voiries (renforcement de chaussées, aménagements de la RT 1), le grand projet d'aménagement de la zone VKP (Voh-Koné-Pouembout) accorde une large place à la construction de logements notamment sur foncier coutumier. Par ailleurs, dans le cadre de la préparation des prochains Jeux du Pacifique (2011), la rénovation et la construction d'installations sportives jouent également en faveur de l'activité dans le BTP.

La construction de logements sociaux devrait s'amplifier. L'objectif de construire « 1000 logements » par an pendant 10 ans déterminé par les Etats généraux du logement social (EGLS) stimule la commande publique dans le domaine du logement social. La SIC, notamment, prévoit de livrer 400 logements en 2007, et d'entamer de grands projets en particulier dans la périphérie proche de Nouméa (Mont Dore, Dumbéa, Païta). Le domaine « Tuband » doit être agrandi avec le lancement de quatre nouvelles tranches qui représentent 316 logements. Le projet d'aménagement de la ZAC (Zone d'aménagement concertée) de Dumbéa-sur-Mer constitue un chantier important (29 milliards de F CFP) que la Secal devrait superviser à partir de 2007.

Les perspectives en matière de construction de maisons individuelles semblent plus incertaines. La hausse du coût du foncier et le relèvement des taux du crédit pourraient conduire les ménages à certains arbitrages.

Encadré méthodologique :

Atomicité du marché : Les vendeurs et les acheteurs doivent être assez nombreux pour qu'aucun ne dispose d'une puissance qui lui permettrait de faire varier les prix. Le niveau d'offre et de demande est fixé librement.

Ecart-type (ou écart à la moyenne) : L'écart-type est la mesure de dispersion, ou étalement, la plus couramment utilisée en statistique lorsqu'on emploie la moyenne pour calculer une tendance centrale. Il mesure donc la dispersion autour de la moyenne.

Ratios financiers :

Rentabilité brute d'exploitation = EBE / CA

Rentabilité des capitaux = Résultat de l'exercice / Fonds propres nets

Taux d'endettement = Endettement / Fonds propres

Actifs occupés = Salariés + Non Salariés (EI)

Directeur de la publication : A. VIENNEY - Responsable de la rédaction : HP. de CLERCQ - Éditeur : IEOM - Achevé d'imprimer en Mai 2007
Agence de la Nouvelle-Calédonie 19, rue de la République - BP 1758 - 98 845 Nouméa Cedex

